

GRAINS DE SAGESSE

BULLETIN D'INFORMATION DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS
RETRAITÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Université 
de Montréal

Les anciens sous leur baobab ont renoncé à faire la guerre, à participer aux grandes chasses ou à danser des nuits complètes au son des tambours. Ils se souviennent, racontent, donnent leur avis et distribuent leur sagesse par petits grains. Il nous semble que cela nous convient bien.

Mai 2013, numéro 26

2033 ALLONS, LES UNIVERSITÉS!!!

JACQUES BOUCHER

Voici mon dernier texte écrit en tant que président de l'APRUM.

Une dernière fois n'étant pas coutume, vous me permettez de mettre de côté « le juste milieu » d'Aristote et de Jacques St-Pierre et d'émettre des avis qui ne sont pas nécessairement porteurs de consensus. Au risque de déplaire à la fois à Guy Rocher et à Claude Montmarquette... Par sagesse ou par prudence, je fais semblant de m'excuser, du bout des lèvres.

Vous savez que j'ai la plus grande admiration pour ce que nous avons réalisé à l'UdeM. Nous avons fait et continuons à faire un travail exceptionnel. Nous l'avons fait pour nos jeunes qui sont notre raison d'être; nous le faisons aussi pour le plaisir du plaisir. Vous savez aussi que je regarde en avant et que j'attends beaucoup de notre université, car le travail est loin d'être terminé. Babel! Ce texte est un appel à aller plus loin, à s'inquiéter, à entrer dans la mêlée, une fois de plus. Le scandale n'est pas tant le scandale lui-même que le fait d'avoir été au courant, depuis des années, et d'avoir regardé ailleurs, haussé les épaules, baissé les bras ou fait semblant. Et je ne parle pas que de la Commission Charbonneau! Voici quelques exemples de situations inacceptables dont nous savons tous qu'elles existent dans le monde de l'éducation, sous notre nez.

Je ne voudrais surtout pas paraître trop pessimiste. Par contre, je ne voudrais pas diluer le message pour éviter de vous heurter. Et j'ai 800 mots...

DE L'INCAPACITÉ DE LIRE ET D'ÉCRIRE



Comment peut-on dormir tranquille quand on apprend qu'il y aurait 49 % d'analphabètes au Québec, 16 % d'analphabètes complets et 33 % d'analphabètes « fonctionnels », ceux qui ne fonctionnent pas? 49 % ! Un québécois sur deux!!! Les spécialistes nous disent que ce 49 % n'est pas dû à la population immigrante.

Après cinquante ans d'énormes investissements dans notre système d'éducation... Comment est-ce possible ?

Arrêtons ce scandale; il faut que dans vingt ans, en 2033, cela soit le souvenir d'un cauchemar lointain. Allons, les universités! Nous voulons savoir pourquoi; nous voulons surtout savoir quoi et comment faire pour que cela cesse, pour que les jeunes, nos petits-enfants sachent lire, écrire et comprendre un texte. Ce qu'un sur deux de nos enfants ne saurait pas faire, après avoir fréquenté l'école jusqu'à l'âge de 16 ans! Je rêve?

Il y a les jeunes, mais il y a aussi les adultes qui n'ont pas appris parce qu'ils n'aimaient pas l'école et rêvaient de conduire une dépanneuse, mais qui ne savent pas rédiger une facture pour l'automobiliste qui, en panne, fait son métier d'automobiliste... (histoire réelle). Allons, les universités!

LA QUALITÉ DU FRANÇAIS QUÉBÉCOIS

Nos jeunes sont exceptionnels d'assurance en eux-mêmes et de créativité. Ils s'expriment de façon

Suite page 2

2033 ALLONS, LES UNIVERSITÉS!!! (SUITE)

exceptionnelle; j'ai un faible pour les Martine, Gabriel et Léo de notre nouveau monde et je ne m'en cache pas. Mais il y a les laissés pour compte, trop nombreux, trop présents, trop inconscients, que j'entends baragouiner n'importe comment, à la limite de l'incohérence et de l'inaudible, incapables de faire une phrase complète et compréhensible. Voilà qui est au moins aussi menaçant que le bilinguisme, selon moi. Allons, les universités. On fait quoi? 2033.

TROP D'ENFANTS DYSFUNCTIONNELS

Des chiffres reviennent constamment : sur 30 élèves dans une classe, il y aurait cinq enfants dysfonctionnels, parfois davantage. Trop d'histoires d'horreur : troubles d'apprentissage, déficits d'attention, violence verbale et physique parfois contre le professeur, motricité, manque de sommeil... Qu'est-ce qui se passe au Québec??? Et qu'on ne vienne pas me dire que c'est aussi pire au Wisconsin... Allons les universités, on se retrousse les manches. 2033

ET L'ANGLAIS?

Sujet explosif. On n'en parle pas, ou si peu. De crainte que l'aspect collectif et national du problème ne vienne brouiller les ondes. Je suis fier d'être Québécois francophone. Mais je ne veux pas d'un Québec où l'on prive sciemment nos petits-enfants

d'un outil privilégié et essentiel parce qu'il comporte un risque collectif. Il y a un terme pas joli pour cela : la trahison des clercs.

ET LA CULTURE, BON SANG DE BON SENS?

J'aime la musique baroque et les lieders de Schumann, Stéphane Zweig et Michel Tremblay... J'ai tenté de partager un peu de ce bagage avec mes petits-enfants... qui sont extraordinaires, il va sans dire... Je leur ai proposé Mozart et Jules Verne, la chapelle Sixtine et l'Ensemble Arion... Graaaannd-papaaa!!!

Nous sommes en train de perdre, de laisser se perdre cinq siècles (ou cinq millénaires?) d'une culture dont nous étions les dépositaires responsables.

Cinq siècles d'une culture que nous avons apprise au collège, à l'église, à Radio-Canada, autour du piano de ma cousine Pauline, à l'université. On oublie tout cela? Allons les universités; faisons quelque chose et vite!

Ma liste est encore longue, mais je m'arrête ici.

CONCLUSION?

C'est trop, trop naïf, trop pessimiste, trop élitiste? C'est le Ministère qui est responsable. Les universités sont débordées et à bout de ressources.

Trop, « les autres », trop tard???

Allons, les universités. Allons, l'UdeM 2033!

L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE, AUJOURD'HUI ET DEMAIN (SUITE)

obligations est déjà difficile. Il sera très exigeant au cours des prochaines décennies.

À mon avis, il faudra pour cela, d'un côté, plus d'attention à la formation éthique et civique de nos futurs gradués pour qu'ils soient dans leur pays des citoyens exemplaires et solidaires et, d'un autre côté, bien organiser l'enseignement de différentes langues – autres que l'anglais – et intégrer cette option dans le programme d'études des étudiants qui le demanderont.

Enfin, je ne peux pas ne pas aborder la question, puisque je l'ai fait publiquement. Je souhaite qu'au lieu de hausser les droits de scolarité de nos futurs étudiants et étudiantes, on les réduise, en principe jusqu'à la gratuité. Depuis longtemps, je crois que le temps des études, surtout universitaires, est

une période exceptionnelle dans une vie humaine, une période essentiellement consacrée au travail intellectuel. Elle devrait être vécue en tant que telle, et qu'on en paie les frais qu'après-coup, par la fiscalité. Dans les années 40 et 50, l'étudiant plein temps à l'université n'était pas une abstraction comptable comme aujourd'hui, il était la réalité. Depuis lors, le poids des dettes s'est alourdi sur les épaules des étudiantes et étudiants, en même temps que se sont multipliées les heures consacrées à un emploi, à temps plus ou moins partiel.

Comme bien d'autres, sans doute, j'aimerais bien être encore là en 2050, pour voir ce que sera devenue l'université québécoise, et relire cet article. Mais la science médicale n'a pas fait assez de progrès de ce côté pour me le permettre!

L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

GUY ROCHER

Quand on considère rétrospectivement l'extraordinaire mutation de l'université québécoise, surtout celle de langue française, au cours du 20^e siècle, on reste songeur en s'imaginant ce qu'elle sera au début du 22^e siècle. À vrai dire, cette projection me donne le vertige et me laisse sans voix. Mieux vaut regarder un peu plus près de nous : c'est déjà bien assez!

L'impact qu'auront les technologies de l'information et des communications sur l'enseignement universitaire, la recherche, les relations avec des collègues de partout, voire la vie quotidienne des professeurs et des étudiants, me paraît un thème de réflexion étourdissant. Les enfants d'aujourd'hui, nos futurs étudiants de l'an 2033, manient déjà des tablettes intelligentes. Quelle génération d'étudiantes et d'étudiants de l'avenir se prépare aujourd'hui? Et par conséquent, quelle génération de jeunes professeurs et professeurs les accueillera?

Espérons-le, avec cette révolution technologique, la relation professeur-étudiant pourra être plus personnalisée dès la première année du baccalauréat. Il faudra quand même sauver la rencontre physique et intellectuelle qu'est la salle de cours. Les échanges entre chercheurs seront probablement encore plus rapides et immédiats. La fébrilité qui a gagné toutes nos vies, et nos vies universitaires en particulier, risque cependant de devenir une démesure, aux dépens de la santé physique, mentale, sociale, individuelle et collective, et de la maturité intellectuelle.

Une autre tendance déjà nettement engagée : la place qu'occuperont les femmes dans l'Université de 2040. Elles seront certainement rectrices, vice-rectrices, doyennes en grand nombre; elles dirigeront de nombreuses chaires de recherche. Elles seront majoritaires dans le corps profes-

soral dans la plupart des domaines. Père de quatre filles et grand-père de quatre petites-filles, je m'en réjouis. Mais il faut espérer qu'au vieux déséquilibre n'en succède pas un autre.



Alors, si cela se réalise, je demande d'avance à ces femmes qui seront en autorité de corriger ce que je crois être une erreur : l'Université de Montréal s'est désintéressée de son environnement immédiat. Il y a une trentaine d'années, le quartier Côte-des-Neiges environnant l'Université avait encore un caractère étudiant. Ce n'est plus le cas. Des universités américaines installées en milieu urbain se sont préoccupées de leur environnement, pour y entretenir un authentique milieu de vie étudiante. Nos dirigeantes devraient s'inspirer de ces expériences. Il s'agit moins de dépenses à faire que d'imagination et de liens bien établis et entretenus avec les autorités politiques municipales, les organismes communautaires, les commerçants, les centres culturels, les librairies (la librairie Olivieri devrait être reconnue officiellement comme faisant partie de la librairie de l'Université). Il s'agit de la qualité de vie humaine et culturelle des étudiants, des professeurs et de tout le personnel de l'Université.

Et si l'on élargit la vision au-delà du quartier, le plus grand défi de nos universités québécoises sera, d'une part, d'être bien ancrées dans la société québécoise et, de l'autre, de tenir une bonne place sur la scène internationale de la science, de sa création et de sa diffusion. Ancrées dans la société québécoise, car c'est elle qui les finance et c'est elle qui attend en retour leur contribution à la richesse économique et culturelle de notre pays. Par ailleurs, la réaction dans tous les domaines du savoir se réalisera toujours davantage sur la vaste scène du monde entier. En 2013, l'équilibre entre ces deux

Suite page 2

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : CE QU'ELLE EST DEVENUE ET CE QU'ELLE DOIT ÊTRE

MICHEL LESPÉRANCE

Pour parler adéquatement de l'avenir de notre université au sein des universités québécoises et canadiennes, il faut se rappeler d'où l'on vient, du chemin parcouru par nos prédécesseurs et prendre acte de ce que nous sommes devenus.

Ce qu'elle est devenue

LA VISION DE SES PIONNIERS

Les Maurice L'Abbé, Jacques St-Pierre, Pierre Dansereau, Jacques Genest... qui ont complété leur formation à l'étranger, ont alors vu et compris ce que pouvait être ou mieux, ce que devait être un établissement d'études supérieures digne de ce nom. Ils ont été convaincus qu'il fallait donner un souffle nouveau à leur *Alma Mater* pour que la formation offerte aux étudiants québécois atteigne une qualité comparable. Ils sont revenus au Québec avec un rêve : celui de mettre en place chez eux, chez nous, une institution de ce calibre. Toute leur carrière a été consacrée à la réalisation de ce noble objectif : faire en sorte que l'UdeM devienne une grande université de recherche offrant des formations de qualité à la maîtrise et au doctorat et ce, dans tous les secteurs disciplinaires. Ce fut leur révolution tranquille. L'UdeM d'aujourd'hui est le résultat de leur vision et de leurs efforts pour faire passer cette vision de rêve à réalité.

LA SPÉCIFICITÉ DE L'UDEM : LA COUVERTURE DISCIPLINAIRE ET L'IMPORTANCE DE SON IMPLICATION AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES ET EN RECHERCHE

Si on regarde aujourd'hui le réseau universitaire québécois il nous faut constater qu'il est loin d'être homogène et que les institutions universitaires qui le composent ont des rôles et des réalités fort différentes même si on les désigne sous un vocable identique.

Quand on examine de plus près les caractéristiques des universités québécoises, d'aucuns doivent reconnaître que la couverture disciplinaire n'est pas la même d'une université à l'autre. À cet égard, si on tient compte du total des subventions de recherche obtenues par les professeurs œuvrant dans les universités québécoises, on peut voir que se retrouvent en tête de liste l'UdeM, McGill et à un degré moindre, Laval. On obtient le même résultat si l'on considère les programmes de formation aux deuxième et troisième cycles.

Cependant, il ne faut pas s'illusionner sur notre capacité à moyen et long terme de rester dans la course. Les succès actuels sont les résultats des efforts de recrutement et des investissements qui ont été faits dans le passé.

S'il est une constante dans le discours des responsables de l'UdeM, c'est bien celui de son sous-financement en raison de sa plus grande implication aux cycles supérieurs et en recherche et de sa présence parfois unique dans les disciplines d'enseignement dont les coûts de formation des étudiants sont élevés. La composition du corps professoral d'une université de recherche se caractérise par une présence marquée de professeurs de carrière qui consacrent leur temps à deux principales tâches : l'enseignement et la recherche. Cette dernière activité est essentielle, car sans la recherche, il n'y a pas d'avancement du savoir et sans recherche, il n'y a pas de formation aux cycles supérieurs valable.



Ce qu'elle doit être

Au XX^e siècle, les sociétés avancées seront celles qui auront un nombre élevé de ressortissants détenant un diplôme de maîtrise ou de doctorat. L'éducation et la formation supérieure offertes à leur population seront une condition *sine qua non* de leur richesse collective.

Il était important que la société québécoise se dote d'universités performantes, qui se comparent aux meilleures et qui forment adéquatement la main-d'œuvre dont elle a besoin pour faire partie des sociétés dynamiques et démocratiques. Encore aujourd'hui, cet objectif doit demeurer prioritaire. En effet, le bien-être des sociétés humaines repose sur le développement des compétences des personnes qui la composent. Cela explique qu'un nombre croissant de pays investissent d'importantes ressources pour mettre en place et développer des institutions d'enseignement supérieur performantes.

Il est paradoxal que l'on soit rendu au Québec à ne plus voir la priorité qui doit être donnée à ce nécessaire investissement pour notre avenir collectif. Il faut regretter que lorsque l'UdeM plaide pour un réinvestissement dans les universités, plusieurs y voient une démarche *pro domo*. Bien au contraire, nous plaidons pour la société québécoise elle-même. Le Québec ne peut se passer d'universités de recherche. Et elles doivent être financées comme telles. Si ce n'est pas l'UdeM, ce doit être une autre, mais pourquoi pas l'UdeM, car nous avons atteint cet objectif grâce à la vision de ceux qui nous ont précédés. L'ultime hommage que l'on doit leur rendre, c'est de reconnaître qu'ils ont su doter le Québec d'un instrument essentiel à son développement et qu'il faut donner à l'UdeM les moyens de poursuivre dans cette voie. La bataille qui nous reste à gagner est celle de la reconnaissance de notre statut d'université de recherche et d'université impliquée dans presque toutes les branches du savoir.

COLLÉGIALITÉ ET SYNDICALISME PROFESSORAL À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

LUC GRANGER

Dans ce cours texte je ne vais pas aborder la question de l'avenir des universités en général, mais je vais me concentrer sur un défi important auquel l'Université de Montréal devra faire face rapidement. Je ne vais pas discuter de la question du sous financement chronique dont le règlement est évidemment préalable à tout maintien et accroissement de qualité de notre institution. Je vais plutôt m'attarder à un problème dont personne ne parle beaucoup (du moins officiellement) mais qui, insidieusement, par les ressources qu'elle mobilise et les retards qu'elle occasionne, met en péril le développement de notre université. Il s'agit de la nécessité de redéfinir le fonctionnement de ce qu'est dans notre université, dans laquelle le personnel enseignant est syndiqué, la « collégialité ».

Il y a plusieurs définitions de la collégialité selon l'univers auquel on se réfère (politique, judiciaire, organisationnel). Le sens qui lui est donné ici est celui de l'Association Canadienne des professeur(e)s d'Université (ACPU). « La collégialité s'entend de la participation du personnel académique aux structures de gestion au sein de l'établissement ». La Charte et les statuts de notre université définissent très bien le rôle du personnel académique dans la gestion de l'Université. Tant la haute direction (recteur et vice-recteurs) que les cadres académiques (doyens et directeurs de département) proviennent du personnel académique. Les grandes instances décisionnelles de l'institution : Assemblée universitaire, Commission des études, ainsi que les instances intermédiaires : Conseil de faculté, Assemblée de département sont composés majoritairement de personnels académiques (chargé(e)s de cours et professeur(e)s). Ils en sont automatiquement membres de par leur statut (professeur(e) dans l'Assemblée de département) ou élus par d'autres membres du personnel académiques (chargé(e)s de



cours et professeur(e)s à l'Assemblée universitaire) Même si cette façon de faire fonctionne encore relativement bien dans les structures intermédiaires que sont les assemblées de département et les conseils de faculté, elle pose maintenant un problème majeur dans le fonctionnement des grandes instances universitaires et en particulier dans le fonctionnement de l'Assemblée universitaire. Ceux qui ont eu le plaisir de participer au fonctionnement de l'Assemblée universitaire ou d'assister à ses délibérations au cours des dernières années ont pu constater une dégradation majeure du climat de travail. La qualité des débats et le nécessaire ralliement des membres envers les décisions qui y sont prises laissent fortement à désirer.

À mon avis, cette dérive est, en grande partie, le résultat de l'implantation dans notre structure collégiale d'un modèle de relation de travail avec le personnel académique qui se base sur le Code du travail. Or le Code du travail n'a pas été élaboré pour les structures collégiales comme l'Université de Montréal, mais bien pour des organisations dans lesquelles le « Patron » et l'« Employé » sont clairement définis et dans lesquelles il n'y a pas de participation directe de l'employé syndiqué dans les instances décisionnelles de l'organisation. Il est clair que ce modèle ne peut fonctionner harmonieusement dans une structure « collégiale » où beaucoup d'employé(e)s syndiqué(e)s sont élu(e)s dans les instances de direction suite à l'appui direct du syndicat et deviennent d'une certaine façon le « Patron » alors même qu'au sens de la loi, ils sont des employé(e)s syndiqué(e)s. Alors qu'au départ les syndicats du personnel enseignant (en particulier le Syndicat Général des Professeurs) ont continué à se comporter plutôt comme des associations professionnelles que comme des syndicats au sens du Code du travail, la tendance a changé et les syndicats de personnels enseignants

Suite page 6

COLLÉGIALITÉ ET SYNDICALISME PROFESSORAL À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (SUITE)

sont devenus maintenant semblables aux syndicats ouvriers. Ils défendent bec et ongles tous les syndiqué(e)s, même lorsque ce n'est pas justifié, et tentent de contrer de plus en plus les décisions de la direction de l'Université qui ne sont pas conformes à leur idéologie en utilisant les instances collégiales de direction de l'Université dans lesquelles le personnel enseignant syndiqué est fortement représenté. De son côté, la haute direction de l'Université est tentée de devenir de plus en plus semblable à un patron traditionnel qui n'aime pas voir ses décisions contestées ou remises en question et qui tente de protéger un droit de gérance minimum. En disant cela, je ne porte pas de jugement négatif ni sur les syndicats d'enseignants ni sur la direction de l'Université. Les deux parties sont victimes d'une

aberration du système qui nuit grandement au fonctionnement de notre institution. Il serait donc temps que l'on réfléchisse à la question de la « collégialité » dans un système de relation de travail basé sur le code du travail et que suite à cette réflexion, on demande au législateur de faire les modifications nécessaires à la Charte de l'Université et au Code du travail. Même si cela pourra sembler mineur à plusieurs, je crois personnellement pour avoir vécu de près l'évolution de la situation au cours des dernières années et constaté les retards qui en découlent, qu'il est impératif de faire face à ce défi si notre Université veut continuer à se classer parmi les meilleures universités de la planète.

EN AURONS-NOUS LES MOYENS?

JEAN-ROBERT DEROME

L'Université, c'est d'abord des étudiants et des professeurs. Depuis sa fondation en 1920, l'UdeM a constamment amélioré le niveau d'excellence de ses étudiants et de ses professeurs, au point qu'elle est devenue une université reconnue sur le plan international. Qu'en sera-t-il demain?

Si à l'UdeM, nous voulons demeurer dans la course à l'excellence, il nous faudra faire des efforts considérables, car bien d'autres universités visent les mêmes objectifs : former des étudiants de très haut niveau, attirer les meilleurs professeurs, développer des groupes de recherche à la fine pointe de la connaissance.

Pour convaincre les meilleurs étudiants de venir étudier à l'UdeM, nous devons pouvoir offrir de nombreuses bourses d'excellence, aussi bien au premier cycle qu'aux niveaux supérieurs.

Plusieurs de nos anciens étudiants sont allés terminer leurs études à l'étranger, que ce soit pour un doctorat ou pour un stage postdoctoral. Quelqu'un détient maintenant des postes de professeurs dans des



universités prestigieuses (Harvard, Chicago, Stanford, Cambridge, Paris...). Nous avons souvent essayé de les recruter dans nos facultés, mais il nous était impossible de leur offrir des conditions comparables à ce qui leur était proposé ailleurs : laboratoires mieux équipés, équipes de recherche plus importantes, financement plus important de leurs recherches...

Si l'UdeM veut continuer à se comparer aux meilleures universités, elle devra être en mesure d'offrir, aussi bien aux étudiants qu'aux professeurs, des conditions qui permettront l'atteinte de l'excellence, ce qui la placera à la frontière de la découverte de nouvelles connaissances. Ses professeurs ne pourront se limiter à la formation, mais ils devront être en mesure de transmettre une passion, celle de la création de nouvelles façons d'aborder les univers des arts, des lettres et des sciences.

Est-il permis de rêver? Oui, rêvons, mais en aurons-nous les moyens?

L'AVENIR DES UNIVERSITÉS AU QUÉBEC

ROBERT LACROIX

Tous les pays industrialisés sortent plus ou moins péniblement de la pire crise économique vécue depuis la grande dépression des années 1930. L'état des finances publiques est lamentable dans la plupart des grands pays de l'Union Européenne de même qu'aux États-Unis. Les coupures dans les dépenses sont donc partout à l'ordre du jour et le financement public des universités n'est nulle part épargné. Le Canada a partiellement évité les pires conséquences de cette crise économique et financière, mais il ne nage plus pour autant dans les surplus budgétaires et de grandes provinces comme l'Ontario et le Québec se doivent de retourner à l'équilibre budgétaire sur un horizon temporel court. Même la riche Alberta est en mode compression pour réduire le déficit de ses finances publiques et éviter la croissance de son endettement. On ne doit donc pas s'étonner que, dans ce contexte et à l'instar d'autres gouvernements au Canada et dans le monde, le Québec annonce une compression importante du financement public de ses universités au cours des deux prochaines années. Le problème est ailleurs et il s'est aggravé tout au long des vingt dernières années.

Le vrai problème

À raison d'un sous-financement annuel moyen de quelque 300 millions de dollars par rapport aux universités du reste du Canada, c'est un manque à recevoir de quelque 6 milliards de dollars que les universités québécoises ont vécu au cours des vingt dernières années. Pour l'Université de Montréal, il s'agit d'un sous-financement cumulatif de quelque 1,2 milliards de dollars. Bien sûr que nos universités ont dû s'ajuster en limitant l'embauche de professeurs, en réduisant l'acquisition de livres, de revues et de banques de données, en coupant dans les acquisitions de matériel informatique de pointe, en sabrant dans les budgets de soutien à l'enseignement et à l'encadrement pédagogique, en diminuant même le rythme de l'entretien ménager et celui de l'entretien des bâtiments, etc. Au total, nous trouvons moins de professeurs réguliers dans les salles de cours et pour l'encadrement des étudiants aux études supérieures et l'obligation pour ces derniers de travailler dans un environnement académique, pédagogique et physique nettement détérioré par rapport à celui du début des années 1990 et à celui prévalant encore dans la majorité des universités du reste du Canada. Les coupures budgétaires récemment annoncées ne feront qu'empirer une situation déjà gravement détériorée.

Que nous réserve l'avenir?

Peu de lumière au bout du tunnel me semble briller et pour diverses raisons qui sont devenues encore plus évidentes au cours de la dernière année. D'abord, le solide consensus qui s'était développé au sein de la société québécoise au cours de la dernière décennie sur le sous-financement important et chronique des universités québécoises s'est volatilisé dans le remous des contestations étudiantes et avec l'appui du parti d'opposition qui forme maintenant le gouvernement. Dans une période de rétablissement de la santé de nos finances publiques exigeant des coupures de financement à des services jugés essentiels, il sera bien difficile de convaincre la population du Québec d'investir davantage dans les universités



si la réalité de leur sous-financement est mise en doute par le gouvernement lui-même.

Ensuite, la possibilité d'une croissance du financement des universités par une augmentation significative des droits de scolarité, comme ce fut le cas dans les autres provinces, est disparue pour au moins une décennie. Malheureusement, en effet, aucun gouvernement ne voudra sérieusement examiner cette possibilité dans un avenir prévisible. Qui plus est, cette question divise de plus en plus les universités québécoises. Les universités à charte semblent favoriser une certaine augmentation et surtout une modulation des droits de scolarité selon les secteurs disciplinaires alors que le réseau de l'Université du Québec est tiède sur l'augmentation et contre la modulation. Tout gouvernement aura donc beau jeu d'alléguer le manque de consensus au sein du milieu universitaire pour maintenir le *statu quo*.

Enfin, un sommet de quelques jours a vraiment davantage été une opération de sortie de crise qu'une réflexion en profondeur sur les grands enjeux de l'avenir de nos universités dans un monde où le savoir, sa production et sa transmission sont devenus au cœur de l'évolution de nos sociétés. Au point où nous en étions rendus, c'est une véritable commission d'enquête sur l'état et l'avenir de nos universités qu'il aurait fallu mettre sur pied, avec un mandat large et des délais permettant des investigations en profondeur et à l'aune de ce qui se fait de mieux dans le reste du monde. Ce serait probablement la façon la plus intelligente de nous sortir du piège dans lequel nous nous sommes dramatiquement pris.

LA RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : UNE VISION PROSPECTIVE

ALAIN CAILLÉ

Nier l'existence d'une crise budgétaire des universités québécoises et l'état très préoccupant des finances publiques du Québec serait se fermer à une réalité connue depuis plusieurs années. Poursuivre le développement et surtout assurer l'évolution de la recherche de notre communauté universitaire n'est pas une option mais une obligation, notamment comme outil pour relever les défis qui se posent à nous. La recherche universitaire au Québec a été et va demeurer un de nos principaux outils de développement culturel, social et économique et sans l'ombre d'un doute, de rayonnement et de positionnement du Québec dans le monde. Plus que jamais, bien en prise sur des assises profondes, elle doit s'inscrire comme un fleuron du Québec.



Je tiens à partager avec vous quelques pistes qui devraient guider l'évolution de la recherche dans un contexte difficile, mais pas vraiment nouveau. Ces pistes portent d'abord sur notre propre communauté universitaire, sans pour autant exclure une portée beaucoup plus large touchant l'ensemble de la communauté universitaire québécoise mais aussi bien au-delà. Elles s'inscrivent dans une voie de développement à prioriser et une prise en charge pragmatique de l'internalisation institutionnelle dans le contexte de la recherche et de la formation aux cycles supérieurs. Plusieurs aspects de ces pistes ont déjà été mis en œuvre par les directions successives de notre Université.

Depuis plusieurs décennies, notre communauté universitaire exerce un leadership de premier plan dans le développement de la recherche au Québec, au Canada et même dans le monde, notamment par le regroupement des chercheurs autour de thématiques ancrées à l'avant-front de l'avancement des connaissances, une source exceptionnelle de percées porteuses d'innovations culturelle, sociale et économique. Nous pouvons à juste titre nous enorgueillir de notre longue tradition pour ce mode de développement retenu depuis plus d'un demi-siècle (le Centre de Recherche en Droit Public fêtera cette année son 51^e anniversaire). La prochaine décennie nous donnera l'occasion de pousser un cran plus loin ce mode d'organisation de la recherche en envisageant des regroupements sur des thématiques encore davantage à l'interface entre les disciplines, là où les connaissances développées touchent des problèmes complexes ayant fort souvent des incidences déterminantes sur

notre devenir collectif. Pour aborder ces questions fort complexes, nous possédons déjà toute la diversité disciplinaire nécessaire si plus que jamais nous acceptons de mettre en commun nos moyens respectifs. À titre d'exemple, imaginons et rêvons d'un regroupement de chercheurs de l'Uni-

versité de Montréal, de nos hôpitaux et instituts hospitaliers, de l'École Polytechnique et de HEC Montréal qui aborderaient dans sa globalité la médecine de première ligne. Et cela, en avançant simultanément sur des fronts complémentaires de la pratique médicale, des dimensions sociales, technologiques et organisationnelles. On pourrait à juste titre, me signaler que les défis sont nombreux pour mettre en place un tel regroupement et ensuite développer un tel

programme : mais pourquoi devrions-nous nous attendre à ce que ça soit facile? Était-ce si facile pour le CRDP en 1962? Les défis, nous les connaissons : préserver la créativité scientifique de chaque chercheur dans de tels regroupements, maintenir et développer les compétences disciplinaires dans un tel contexte ciblé (surtout pour l'étudiant en formation), assurer le respect des instances institutionnelles impliquées et surtout maintenir un cheminement intellectuel et scientifique capable de s'adapter au changement. Mais, est-ce qu'on peut seulement imaginer l'impact de la mise en œuvre d'une médecine de première ligne s'appuyant sur des données médicales, scientifiques et technologiques probantes? Chez nous comme ailleurs dans le monde.

Par ailleurs, un thème revient de façon récurrente depuis plus d'une décennie, l'internationalisation des universités. Pourtant, on place trop souvent cette dimension dans le seul contexte de l'accueil des étudiants étrangers. Plus encore, c'est souvent perçu comme une source de financement, notamment au moment de la crise du financement des universités. On l'aborde aussi comme un facteur d'attraction d'une population étrangère éduquée qu'on voudrait attirer chez-nous. En aucun moment, je voudrais rejeter ces deux dimensions qui sont pertinentes et possiblement utiles. À mon avis, toutefois avec leur caractère unilatéral, elles s'inscrivent en grande partie à contre-courant du positionnement du Québec dans le monde. Il faut aller beaucoup plus loin que cela pour internationaliser nos universités. On peut signaler quelques initiatives qui nous montrent la voie à suivre pour vraiment en faire une orientation porteuse.

Suite page 9

LA RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : UNE VISION PROSPECTIVE (SUITE)

Pensons en effet, à notre programme de maîtrise en muséologie qui possède une dimension bilatérale fortement intégrée avec l'École du Louvre à Paris et au programme de cotutelle de thèse qui s'appuie sur des séjours à l'étranger de nos étudiants et réciproquement l'accueil d'étudiants étrangers, toujours dans le contexte d'intégration bilatérale de programmes de formation et de recherche. Voilà des pistes à suivre et à intensifier pour une internationalisation porteuse d'ouverture et de rayonnement et qui s'inscrit bien au-delà de l'équilibre budgétaire. Notez que ce type d'internationali-

sation place non seulement l'étudiant au centre du processus, mais aussi nos établissements, comme acteurs institutionnels du rayonnement et du développement du Québec.

Pour fermer la boucle, je reviens sur la situation budgétaire difficile de nos universités. Bien entendu, les pistes identifiées vont grandement profiter d'un réinvestissement mais elles ne pourront vraiment prendre leur envol que dans le contexte de choix éclairés de nos universités.

LES COLLÈGUES PUBLIENT (SUITE)

que pas d'être impressionné par tant d'érudition historique, sociale et médicale.

PS Le jour même où j'ai terminé cette chronique, nous apprenons le décès de Pierre Delva. Nous prions la famille et particulièrement Joan Campbell, sa conjointe et coauteure de cet ouvrage, d'accepter l'expression des condoléances de l'APRUM.

Caglar, Huguette, Les familles monoparentales, Matricentriques et patricentriques hétéro et homosexuelles, Paris, Éd. L'Harmattan, 2010, 301 p. (critique par Adèle Chené).

Depuis les dernières décennies, la monoparentalité s'accroît dans les pays industrialisés (déjà en 2001, le phénomène touchait plus du quart des familles québécoises) et adopte des formes multiples et inédites. Non seulement des facteurs économiques et démographiques, mais aussi de nouveaux comportements sexuels et conjugaux favorisent des formules de rechange à la famille nucléaire, et la monoparentalité en est une parmi d'autres. Huguette Caglar présente ici un tableau d'ensemble de cette réalité, avec des cas de figure variant selon le genre, homo ou hétérosexualité, le parent, père ou mère, et

l'enfant, jeune ou adolescent.

La recension des recherches sociologiques et psychologiques nous apprend entr'autres choses que la situation de ces familles est souvent précaire, que le vécu du parent varie, par exemple selon sa catégorie (mères célibataires volontaires, pères homosexuels, ou autres) et son milieu d'appartenance sociale, que les enfants ne sont pas différents, qu'ils soient élevés par un parent hétéro ou homosexuel, et que les enjeux affectifs sont multiples pour eux.

Quatorze études de cas sont consacrées au développement psychologique des enfants et des adolescents. La mise en situation de l'enfant invité à dessiner sa famille, le récit du parent, l'analyse du dessin de l'enfant, enfin, le récit de l'enfant se révélant et révélant sa famille à partir de son dessin appriivoisent un vécu particulier tout en soulevant des questions qui le débordent largement. Bref, l'enfant pourra-t-il surmonter la souffrance provoquée par la séparation, l'absence ou le manque?

Enfin, notre collègue tient compte du rôle des systèmes de soutien à l'intérieur ou à l'extérieur de la famille et nous rappelle que l'aide au parent ou à l'enfant peut être court-circuitée par l'inconscience de ses préjugés ou la projection de ses propres désirs.

LES COLLÈGUES PUBLIENT

Arnaud Sales (ed), *Sociology Today, Social Transformations in a Globalizing World*, SAGE Studies in International Sociology, Sponsored by the International Sociological Association, 2012 (critique par Jacques Boucher)

Chaque discipline se doit de faire le point périodiquement. D'autant plus que la vie est loin d'être un long fleuve tranquille et que dans le domaine de la globalisation et des transformations sociales, les crises et les fièvres se succèdent à un rythme affolant. Le fait d'être appelé par une maison prestigieuse à être l'*editor* d'une synthèse internationale est une consécration. C'est ce qui vient de se produire pour notre collègue et ami Arnaud Sales. Il y a déjà près de dix ans qu'Arnaud concentrait ses recherches sur la globalisation et ses effets sur différents aspects de la vie collective; les questions linguistiques ou l'économie du savoir, à titre d'exemple.

L'ouvrage que nous commentons brièvement ici est une véritable « Somme » : 18 chapitres rédigés par les spécialistes internationaux de la question des transformations sociales. La gouvernance, la politique, les organisations, les droits de la personne, le travail, la famille, les religions, la culture, le sport, la santé, les migrations... voilà les principaux domaines où les auteurs s'appliquent à faire le point et à comprendre ce qui se passe sur la planète de plus en plus globalisée et tourmentée. Le tout coiffé par une analyse des principaux concepts explicatifs de la transformation sociale dans un monde en turbulence; c'est le sujet que Arnaud Sales s'est réservé en tête de la grande synthèse.

Depuis les débuts de l'humanité, les groupes se sont surtout appliqués à freiner le changement, à rechercher la stabilité, ou à domestiquer les forces qui remettent en cause les structures en place. Ce constat convient admirablement bien au monde rural, sédentaire où la régularité des cultes assure à la fois l'explication et la pérennité des groupes sociaux et de leurs valeurs. Quand les groupes sont remis en cause ou disparaissent plus ou moins violemment, ils ne sont plus présents pour expliquer le phénomène qui les a anéantis. Mais au XIXe

siècle, les sociologues apparaissent et viennent brouiller ce bel équilibre; vous savez que je suis un juriste, rival légendaire des sociologues...!!! Alors que les juristes, les papes et les agriculteurs sont des facteurs de conservation, les sociologues se régalent des changements, ils les mettent en valeur, certains diraient qu'ils les provoquent...

Bien sûr, le livre de notre collègue ne se lit pas comme un roman; mais si l'un de mes petits-enfants s'inscrivait en sociologie, je lui recommanderais certainement la lecture de la Somme sociologique selon Arnaud Sales. Je vous incite à vous y arrêter afin de mieux comprendre les turbulences qui ébranlent les fondements même de notre société.

Pierre L. Delva et Joan Campbell-Delva, *The Biography of a New Canadian Family*, 4 volumes, 2012-2013 (critique par Jacques Boucher)

Plusieurs de nos collègues consacrent leur retraite à la rédaction de livres centrés sur leurs souvenirs personnels, familiaux ou professionnels. Ils s'adressent le plus souvent à leur famille. Les amis sont conviés et y trouvent leur compte. L'exercice est touchant et permet d'entrer en contact avec des pans entiers de l'histoire souvent méconnue des personnes, des familles et des institutions.

L'autobiographie de notre collègue Pierre Delva et de sa conjointe Joan Campbell est considérable et ambitieuse. Elle compte quatre volumes et plus de mille pages. L'auteur a parcouru avec sa famille une bonne partie de la planète, il est cultivé et sa curiosité n'a pas de limites. La famille Delva a été en contact étroit avec Norman Bethune décédé en 1939. Les auteurs lui vouent un véritable culte et la biographie nous permet d'entrer dans son intimité, professionnelle et personnelle. Cela les amène à nous parler de l'Hôpital Sacré-Cœur (où Bethune a pratiqué la chirurgie), de la Guerre d'Espagne et bien sûr de Mao et de la Chine. La curiosité des auteurs n'a pas de limites; ils ne résistent pas à la description de tout ce qui effleure la famille ou Norman Bethune. Le lecteur ne man-

Suite page 9

INFORMATION

Courrier électronique : aprum@assoc.umontreal.ca; téléphone : (514) 343-7635

Rédaction : Jean-Robert Derome

Site Web de l'APRUM : <http://www.APRUM.UMontreal.CA>

Courrier : APRUM, Université de Montréal, C.P. 6128, succ. Centre-ville, Montréal, H3C 3J7

Infographie : Jean-Robert Derome

Note : les textes n'engagent que la responsabilité des auteurs

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec - Mai 2013